NEGOCIOS EXTERNOS

DOCUMENTOS APRESENTADOS ÁS CORTES

NA

SESSÃO LEGISLATIVA DE 1889

PELO

MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

NEGOCIOS CONSULARES E COMMERCIAES

SECÇÃO VI

EXECUÇÃO DA CONVENÇÃO CONSULAR ENTRE PORTUGAL E A AUSTRIA-HUNGRIA

LISBOA
IMPRENSA NACIONAL
1889

SECÇÃO VI

EXECUÇÃO DA CONVENÇÃO CONSULAR ENTRE PORTUGAL E A AUSTRIA-HUNGRIA

N.º 1

O SR. BARÃO DE DUMREICHER,
ENVIADO EXTRAORDINARIO E MINISTRO PLENIPOTENGIARIO DA AUSTRIA-HUNGRIA,
AO SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL,
MINISTRO E SECRETARIO D'ESTADO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Lisbonne, 9 janvier 1882.—Monsieur le ministre.—Le négociant F. A. Driesel est décédé à Lisbonne en 1875. Des doutes ont été d'abord soulevés sur sa nationalité, mais, le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle l'ayant reconnu comme sujet austro-hongrois, le consulat général d'Autriche-Hongrie dans cette ville a, conformément à l'article 11 de la convention consulaire conclue par l'Autriche-Hongrie avec le Portugal le 9 janvier 1873, dressé l'inventaire de la succession mobilière de F. A. Driesel, et a procédé aux autres actes qui, d'après cet article, entrent dans ses attributions.

Le tribunal impérial et royal de Böhmisch-Leipa a ensuite décidé du partage de cette succession, et les héritiers ont payé tous les droits de succession au fisc impérial et royal.

Dans cette succession mobilière sont comprises des actions de la banque de Portugal e de la compagnie des eaux de Lisbonne.

En ce qui concerne les actions de la banque de Portugal, cet établissement s'est prêté à leur transfert aux héritiers sur l'endossement fait par le consul général d'Autriche-Hongrie, et il n'a pas exigé que le payement de la contribution du «registro» soit prouvé, ayant reconnu que l'on ne pouvait pas exiger des héritiers Driesel le payement des droits de succession qu'ils avaient déjà payés en Autriche-Hongrie.

Quant aux actions de la compagnie des eaux de Lisbonne faisant partie de la succession de F. A. Driesel, l'administration de cette compagnie ne veut pas considérer l'endossement fait par le consul général comme suffisant pour le transfert des actions aux héritiers, mais croit devoir exiger que le payement de la contribution du

«registro» soit constaté, et que le partage fait par le tribunal de Böhmisch Leipa soit, d'après l'article 1087 du code de procédure civile portugaise, soumis à la révision d'un tribunal portugais.

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à V. E. un mémoire (documento A) que m'a remis le consul général, M. Wimmer.

Dans ce mémoire il est démontré que les exigences de la compagnie des eaux de Lisbonne sont contraires aux stipulations contenues dans la dite convention consulaire, qui fait loi en ce qui concerne les successions mobilières des sujets austro-hongrois décédés en Portugal.

Dans l'article 10 de cette convention il est dit: «Les réclamations relatives aux successions mobilières ainsi qu'aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés sur un territoire de l'une des parties contractantes par des sujets de l'autre partie, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'état auquel appartenait le défunt, et conformément aux lois de cet état.»

D'après cela la complète compétence du tribunal de Böhmisch-Leipa ne peut être mise en discussion.

Si la compagnie des eaux de Lisbonne voulait insister sur ce que le partage décidé par le dit tribunal fût revisé et approuvé par un tribunal portugais, elle méconnaîtrait que l'article de la convention consulaire, étant postérieur à l'article 1087 du code de procédure civile, a établi une dérogation à celui-ci. De plus elle voudrait l'impossible, car le partage ayant été fait conformément aux lois autrichiennes, dont la connaissance fait défaut aux tribunaux portugais, tout tribunal portugais devrait se déclarer incompétent à l'égard de la dite succession, aussi bien que tout tribunal austro-hongrois se refuserait à porter un jugement sur un partage de la succession mobilière d'un portugais décédé en Autriche-Hungrie, qui aurait été fait par un tribunal portugais.

La demande de la compagnie des eaux, de voir constaté le payement de la contribution du «registro», paraît aussi peu fondée que l'exigence dont je viens d'avoir l'honneur d'entretenir V. E.

En concluant une convention consulaire avec l'Autriche-Hongrie, le gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle n'a pu vouloir consentir à ce que les héritiers d'un portugais décédé en Autriche-Hongrie, après avoir payé les droits de succession en Portugal, soient forcés à les acquitter encore en Autriche-Hongrie, et je puis garantir à V. E. que le gouvernement impérial et royal ne permettra jamais que l'on demande aux héritiers d'un portugais décédé en Autriche-Hongrie le payement de droits de succession déjà acquittés en Portugal.

La compagnie des eaux de Lisbonne paraît craindre que, si elle reconnaissait comme valable l'endossement fait par le consul général, elle pourrait s'exposer à ce que des héritiers mécontents du partage fait par le tribunal austro-hongrois lui intentent un procès; mais, d'après l'article de la convention consulaire, ils devraient adresser leurs réclamations au tribunal austro-hongrois compétent, et il est évident que ce tribunal les débouterait de leur demande.

Il est aussi évident que ce n'est que le consul général d'Autriche-Hongrie qui puisse attester, au moyen d'un endossement, que, d'après le partage fait par le tribunal autrichien, les actions de la compagnie des eaux doivent être transférées aux héritiers de F. A. Driesel. Le consul général, qui de tous ses actes officiels est responsable au gouvernement impérial e royal, et dans les attributions duquel sont, d'après l'article 11 de la convention, des actes plus importants que cet endossement et dans quelques cas même la liquidation complète de la succession mobilière d'un sujet austro-hungrois décédé à Lisbonne, doit avoir qualité pour donner l'attestation en question, qui du reste ne saurait émaner d'aucune autre autorité à Lisbonne.

Si l'article 11 n'énumère pas de semblables attestations parmi les actes pour lesquels le consul général est compétent, c'est parce que cette compétence découle des principes établis dans la convention consulaire, qui donne au consul général des attributions bien plus étendues que ne sont celles accordées aux autorités consulaires dans les conventions consulaires conclues par le Portugal avec le Brésil et l'Espagne.

En général, on ne fait pas mention dans les traités et conventions de tous les actes secondaires auxquels les principes y établis autorisent.

Je dois prier V. E. de vouloir bien interposer ses bons offices pour que la compagnie des eaux de Lisbonne soit tenue à respecter les dispositions de la convention consulaire existant entre l'Autriche-Hongrie et le Portugal, qui font loi en ce qui concerne la succession mobilière des sujets austro-hongrois décédés en Portugal, et auxquelles s'est conformée la banque de Portugal.

Veuillez agréer, etc.

A

Successão Driesel

As duvidas apresentadas pela direcção da companhia das aguas para o averbamento das acções são duas:

1.ª Por não constar dos endossos o pagamento da contribuição de registo;

2.ª E, sobretudo, por causa do disposto no artigo 1087.º do codigo de processo civil, exige-se a revisão da partilha por tribunaes portuguezes.

Emquanto ao primeiro ponto, o tratado dispõe na conclusão do artigo 11.º que «toda a herança movel, quando não esteja hypothecada a titulo de caução, deverá ser entregue á auctoridade consular»; o que exclue a deducção de uma contribuição de registo.

Effectivamente, se os bens moveis estão sujeitos unicamente á legislação do paiz da naturalidade do fallecido, parece que não ha o direitõ de se lhe exigir a contribuição de registo. Nem podia estar na mente dos estadistas, que concluiram o tratado, fazer uma convenção prejudicial para os subditos do paiz que representam.

Todos os governos têem interesse em que os seus subditos residentes em paiz estrangeiro conservem a sua nacionalidade, mórmente quando estes subditos são

abastados; porém sujeitar os seus bens a uma dupla contribuição de registo: 1.º no paiz da sua residencia, 2.º no paiz da sua naturalidade, seria incital-os e incitar justamente os mais abastados a renunciarem á sua naturalidade.

Emquanto ao segundo ponto —a revisão da partilha por tribunaes portuguezes— a exigencia apresenta-se-nos em contradicção manifesta com o tratado.

O artigo 10.º do tratado dispõe que a successão será regulada:

1.º A respeito dos bens immoveis, pelas leis do paiz em que estiverem situados;

2.º A respeito dos bens moveis, pelos tribunaes do paiz ao qual pertencia o defunto e *em conformidade das leis d'este estado.*

A revisão n'este caso se acha excluida *ipso jure.* A successão deve ser regulada *em conformidade das leis do estado da naturalidade do fallecido;* e os tribunaes portuguezes não são competentes para julgar se foram bem applicadas as leis de um outro estado, e nenhum governo, que se respeita, podia sujeitar as decisões dos seus tribunaes á revisão pelos tribunaes de um outro paiz.

Não parece admissivel o argumento que o tratado não exclue expressamente a revisão; os tratados não mencionam o que *ipso jure* se segue do seu conteúdo.

Tambem o tratado não exclue a revisão da partilha dos bens immoveis pelos tribunaes do paiz da naturalidade do defunto, e ninguem pensou (e com rasão) em exigir essa revisão.

Entrando na apreciação dos factos adduzidos, tanto pela ex.ma direcção da companhia das aguas, como pelo ex.mo dr. Holtreman, não encontrâmos nenhuma analogia com o caso presente.

Nem com a Hespanha, nem com o Brazil existem tratados consulares como o tratado com a Austria-Hungria.

O caso relatado de um portuguez fallecido no Brazil, que possuia bens na ilha de S. Miguel, cujos bens até parece que eram immoveis, é bem differente do caso actual.

Parece haver algum equivoco a respeito da intervenção do consul na partilha.

O consul não faz partilhas, nem dá sentenças. A partilha foi feita por sentença do juiz do inventario na Austria-Hungria, que delegou no consul os seus poderes para fazer o averbamento em conformidade com a partilha. Ponham em logar da assignatura do consul a assignatura do juiz de Leitmeritz: *este* é o verdadeiro ponto de vista.

Portanto o endosso feito pelo consul é em tudo equivalente a um endosso feito em Portugal pelo juiz do inventario.

Se algum herdeiro se julgar lesado, tem elle que recorrer aos tribunaes da Austria-Hungria, porque é segundo as leis do paiz de naturalidade que as reclamações devem ser julgadas, uma vez passado o praso para reclamações mencionado no § 6.º do artigo 11.º

O argumento que não se podem ferir os interesses dos juizes, tolhendo-lhes o direito de fazer ou ratificar os pertences, não parece sustentavel em vista do tratado.

Para maior clareza, adduzimos ainda que as companhias portuguezas não podem nem devem pedir mais do que os tratados concedem. No caso presente a lei é a convenção consular approvada pelas camaras e ratificada por Sua Magestade El-Rei.

Os juizes de Portugal não conhecem as leis da Austria-Hungria, e não podem ajuizar se a partilha é ou não conforme com aquellas leis; tão pouco os tribunaes austro-hungaros podiam ajuizar de uma partilha feita pelos tribunaes portuguezes. As companhias não podem portanto exigir a revisão da partilha pelos tribunaes do paiz; o artigo 10.º do tratado consular é posterior ao artigo 1087.º do codigo de processo civil, e portanto este artigo é derogado pelo tratado e não póde ser invocado.

Em conclusão, o tratado dá grandes privilegios a qualquer das partes contratantes, e foi feito para promover os interesses dos subditos respectivos das duas nações. Se, em logar de facilitar a sua execução, se trata de a embaraçar, então o tratado seria um mal e não um bem para os interessados.

N.º 2

O SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL AO SR. JOÃO BAPTISTA DA SILVA FERRÃO DE CARVALHO MÁRTENS, PROCURADOR GERAL DA COROA E FAZENDA

Lisboa, 24 de fevereiro de 1882.—Ill.mo e ex.mo sr.—Na nota que inclusa remetto a v. ex.ª, o sr. ministro da Austria-Hungria solicita que o governo de Sua Magestade interponha os seus bons officios para que a companhia das aguas de Lisboa, respeitando as disposições da convenção consular vigente entre Portugal e aquelle paiz, reconheça como valido o endosso feito pelo respectivo consul para a transferencia de umas acções da mesma companhia, pertencentes á herança de F. A. Driesel.

A companhia recusa-se a reconhecer como legitimo aquelle endosso pelas rasões expendidas no parecer (documento A) que tambem remetto incluso a v. ex.ª

Peço a v. ex.ª que, examinando o assumpto, se sirva emittir a sua esclarecida opinião sobre os seguintes pontos:

1.º Se, por virtude da convenção consular de 9 de janeiro de 1873, a companhia das aguas é obrigada a reconhecer a competencia do consul para fazer o endosso das acções em questão;

2.º No caso affirmativo, que meios póde empregar o governo para compellir a companhia a observar as estipulações da citada convenção.

Deus guarde, etc.

A

A nota do ex.mo ministro da Austria-Hungria e o parecer que a acompanha sustentam:

1.º Que os herdeiros de F. A. Driesel não devem contribuição de registo em Portugal pelo facto de terem succedido nas acções da companhia das aguas de Lisboa, que n'esta cidade possuia o fallecido;

2.º Que a sentença de partilha, proferida pelo tribunal imperial e real de Böhmisch Leipa, desde que o foi pelo tribunal competente, segundo o tratado de 9 de janeiro de 1873, é exequivel em Portugal sem necessidade de *revisão*.

Sobre estes dois pontos observa a companhia o seguinte:

Quanto ao primeiro, o regulamento de 30 de junho de 1870 diz:

«São... sujeitos á contribuição de registo... 2.º, os actos que importam transmissão de propriedade movel... de qualquer especie ou natureza, de valor excedente a 50$000 réis, comprehendendo dinheiro, titulos de divida publica, acções e obrigações de... companhias.»

O artigo 3.º, fixando os casos em que esta contribuição se não deve (um dos quaes é, pelo n.º 9.º, quando a transmissão respeita a capitaes *existentes em paiz estrangeiro*, ainda que seus donos residam em Portugal), não exceptua os capitaes ou valores existentes no paiz, embora pertencentes a estrangeiros.

O artigo 122.º diz:

«Nenhuma... companhia... mandará... averbar... acções, obrigações, ou pagar letras, de que se deva contribuição de registo, sem que esta se tenha pago previamente.

«§ unico. As corporações que deixarem de cumprir esta disposição, ficam responsaveis pelo pagamento d'esta contribuição.»

Fundada n'estas disposições, e porque as acções de que se trata estão em Portugal, e a companhia não quer correr o risco de ter de pagar pelos herdeiros a contribuição ao estado, exigiu que, antes do averbamento, ou se lhe mostrasse paga a contribuição, ou se lhe apresentasse despacho da competente auctoridade fiscal declarando que a contribuição não era devida.

E, se o governo, que é a primeira das auctoridades fiscaes, declarar que na hypothese se não deve contribuição, a companhia considerará d'esse modo satisfeita a sua primeira exigencia.

Quanto ao segundo ponto, o artigo 31.º do codigo civil, diz:

«As sentenças proferidas nos tribunaes estrangeiros sobre direitos civis, entre estrangeiros e portuguezes, podem ser executadas perante os tribunaes portuguezes nos termos prescriptos no codigo do processo.»

E o codigo do processo civil diz no artigo 1087.º:

«As sentenças proferidas por tribunaes estrangeiros, a que se refere o artigo 31.º do codigo civil, não serão exequiveis no reino, sem estarem revistas e confirmadas por alguma das relações, com audiencia das partes interessadas e do ministerio publico, salvo quando outra cousa estiver estipulada em tratados.»

Esta disposição do codigo de processo parece comprehender todas as sentenças proferidas por tribunaes estrangeiros; mas, quando mesmo se restringisse só ás proferidas entre portuguezes e estrangeiros, comprehenderia ainda assim a de que se trata, porque entre os herdeiros ha estrangeiros e portuguezes; e até um d'estes requereu á companhia contra o averbamento das acções por se considerar fortemente lesado na partilha feita.

E é firmada n'estas disposições da lei, que a companhia exige a *revisão* da sentença, para que esta se torne exequivel em Portugal, e a salve de toda a responsabilidade.

Diz-se que, desde que a partilha foi feita pelo tribunal competente segundo o tratado, deve considerar-se essa sentença dispensada da revisão.

Mas é mister não confundir a *competencia* do tribunal com a necessidade da *revisão*, porque a *revisão* exige-se pelo facto da sentença dimanar de tribunaes estrangeiros, e não por dimanar de tribunaes incompetentes.

Bem competentes foram os tribunaes brazileiros e hespanhoes, que proferiram as sentenças de partilhas mencionadas na consulta feita ao dr. Holtreman, e todavia a relação de Lisboa julgou-as dependentes de *revisão* e *confirmação*.

Insiste-se que o tratado com o imperio de Austria differe muito dos tratados com o Brazil e Hespanha.

Assim será; mas, por mais divergentes que sejam esses tratados nas suas differentes estipulações, ha um ponto em que todos elles concordam: e é em nenhum d'elles isentar da *revisão* em Portugal as sentenças proferidas pelos tribunaes do seu respectivo paiz.

Diz-se que mal poderão os tribunaes portuguezes rever sentenças proferidas por tribunaes estrangeiros, ignorando, como provavelmente ignoram, as leis reguladoras d'esses tribunaes.

Mas o artigo 1088 do codigo de processo civil regula a *revisão* por modo tal que, as mais das vezes, não dependerá do conhecimento das leis estrangeiras; e, quando dependa, aos interessados cumpre allegar e provar a existencia e disposição da lei estranha que elles invocarem.

De resto, não é só em Portugal que as sentenças estrangeiras carecem de *revisão;* essa necessidade resulta da propria soberania, e está por isso geralmente adoptada nas nações cultas.

E a exigencia, que a companhia faz n'este caso, é a que tem feito sempre, e continuará a fazer em todos os casos em que o averbamento tiver de fundar-se em sentenças estrangeiras.

E procede assim para não assumir a responsabilidade do pertence, e não correr o risco de, annullado este, ter de pagar segunda vez os juros ou dividendos que, por virtude d'elle, tiver pago.

N.º 3

O SR. BARÃO DE DUMREICHER AO SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL

Lisbonne, 30 mai 1882. — Monsieur le ministre. — Dans ma note du 9 janvier de cette année, j'ai eu l'honneur d'informer V. E. des difficultés par lesquelles la compagnie des eaux de Lisbonne avait entravé la liquidation de la succession du sujet autrichien F. A. Driesel, et de lui exposer en même temps les raisons pour lesquelles les exigences de la compagnie des eaux de Lisbonne paraissent inadmissibles.

Les difficultés soulevées par la compagnie précitée empêchant déjà depuis longtemps les héritiers légitimes de feu F. A. Driesel de jouir d'un revenu auquel ils ont droit, j'ai de nouveau recours à V. E. en la priant de vouloir bien exercer sa bienveillante influence pour amener une solution favorable de cette affaire.

Veuillez agréer, etc.

N.º 4

O SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL AO SR. JOÃO BAPTISTA DA SILVA FERRÃO DE CARVALHO MÁRTENS

Lisboa, 5 de junho de 1882. — Ill.mo e ex.mo sr. — Tendo a legação austro-hungara instado pela resposta do governo de Sua Magestade á nota de 9 de janeiro ultimo, relativa á herança de F. A. Driesel, rogo a v. ex.ª se sirva formular, com a possivel brevidade, o seu parecer sobre o assumpto, a que já se referiu o officio d'esta secretaria d'estado, de 24 de fevereiro do corrente anno.

Deus guarde, etc.

N.º 5

O SR. DUARTE GUSTAVO NOGUEIRA SOARES, DIRECTOR DOS CONSULADOS E DOS NEGOCIOS COMMERCIAES, AO SR. JOÃO BAPTISTA DA SILVA FERRÃO DE CARVALHO MÁRTENS

Lisboa, 26 de julho de 1882. — Ill.mo e ex.mo sr. — Para satisfazer as instancias verbaes do ministro de Austria n'esta côrte, rogo a v. ex.ª se sirva interpor, com a brevidade possivel, o seu parecer ácerca do endosso de acções da companhia das aguas, pertencentes á herança de F. A. Driesel, assumpto a que se refere o officio de s. ex.ª o ministro d'esta repartição, de 24 de fevereiro do corrente anno.

Deus guarde, etc.

N.º 6

O SR. ANTONIO MARIA DO COUTO MONTEIRO, AJUDANTE DO PROCURADOR GERAL DA COROA E FAZENDA, AO SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL

Lisboa, 22 de agosto de 1882. — Ill.mo e ex.mo sr. — O representante da Austria-Hungria n'esta capital pede ao governo que interponha os seus *bons officios* para que a companhia das aguas de Lisboa, respeitando a convenção vigente entre Portugal e aquelle estado, reconheça como sufficiente para a tranferencia de umas acções da mesma companhia, pertencentes á herança de F. A. Driesel, o endosso feito pelo respectivo consul. Allega que, fallecendo em Lisboa este subdito austro-hungaro, procedêra o mesmo consul ao inventario de seus bens moveis, sendo a partilha a final julgada pelo tribunal imperial e real Böhmisch Leipa; que n'estes bens se comprehendiam acções do banco de Portugal e da companhia das aguas; que o primeiro d'estes estabelecimentos não teve duvida em realisar a transferencia das respectivas acções em presença do endosso feito pelo consul; mas que a direcção do segundo não considerou sufficiente para o mesmo effeito o dito endosso, exigindo documentos de estar paga a contribuição de registo, e de ter sido revista e confirmada, nos termos do artigo 1087.º do codigo de processo civil, a sentença que julgou a partilha.

A esta exigencia da companhia das aguas oppõe o ministro de Austria-Hungria diversas ponderações, qualificando-a de contraria ás estipulações da convenção de 9 de janeiro de 1873, pelas rasões que largamente expende.

Acompanham a nota do ministro uma memoria do consul, no sentido da sua argumentação, e outra da companhia em abono da sua exigencia.

A companhia das aguas de Lisboa é uma sociedade anonyma de responsabilidade limitada, em cujos actos de administração interna não compete ao governo ingerencia alguma, e com a qual não tem outras relações officiaes senão as que lhe resultam do seu contrato e da lei de 22 de junho de 1867. Não lhe é licito tão pouco intervir officiosamente nas suas questões particulares com os respectivos accionistas; veda-lh'o a sua posição constitucional.

Ventilando-se, porém, n'estes papeis duas questões importantes sobre a interpretação e alcance de algumas estipulações da convenção de 9 de janeiro de 1873, cumpre expender os principios que devem presidir á sua resolução.

Sustenta o ministro de Austria-Hungria que a sentença do tribunal do seu paiz sobre a herança de que se trata não carece de ser revista e confirmada pelos tribunaes portuguezes: 1.º porque no artigo 10.º da convenção está firmada a competencia dos tribunaes austro-hungaros, para conhecerem das questões sobre bens moveis deixados em territorio portuguez por subditos d'aquelle paiz; 2.º porque o referido artigo derogou, por ser posterior, o artigo 1087.º do codigo de processo civil; 3.º porque essa revisão fôra impossivel, pela falta, que se dá nos tribunaes portuguezes, de conhecimento da legislação austro-hungara.

É obvia a improcedencia de todas estas rasões. A competencia dos tribunaes austro-hungaros no caso de que se trata não póde ser contestada em face da convenção; mas não exclue de modo algum a necessidade da revisão, pelos tribunaes portuguezes, das sentenças proferidas por aquelles tribunaes, para que possam ter aqui execução. A revisão das sentenças dos tribunaes estrangeiros, no paiz em que têem de ser cumpridas, é consequencia irrecusavel da soberania e independencia dos estados. É mister não confundir julgamento e execução, que na hypothese de que se trata dimanam de poderes distinctos. São competentes os tribunaes austro-hungaros para julgar as questões de que trata o artigo 10.º da convenção; mas as sentenças, por elles proferidas, que tenham de ser exécutadas em territorio portuguez, dependem de revisão e confirmação nos termos das nossas leis e dos principios universalmente recebidos. «Aucun état n'a consenti à souffrir que dans son territoire l'exécution du jugement étranger se fasse en vertu de la seule autorité du juge qui l'a rendu; partout l'état a reservé à ses propres juges le pouvoir d'ordonner cette exécution. On peut dès lors considérer comme reconnu par le droit international privé le principe qu'aucun jugement étranger ne peut être mis en exécution sans l'autorisation des juges du lieu de cette exécution», Fœlix, *Traité du droit international privé,* tome II, nº 320, etc.

O artigo 1087.º do codigo de processo civil não ficou derogado, nem alterado pela convenção de 9 de janeiro de 1873, já porque n'este diploma se não fez declaração expressa n'esse sentido, como seria indispensavel, já porque as suas disposições se conciliam claramente com as do mesmo codigo.

O artigo 805.º d'esta lei contém o mesmo principio formulado n'estes termos: «As sentenças proferidas pelos tribunaes estrangeiros não poderão executar-se sem estarem revista e confirmadas por um tribunal de segunda instancia».

Finalmente, as regras estabelecidas no artigo 1088.º, para a execução d'este preceito, e a providencia do artigo 2406.º do codigo civil removem totalmente a difficuldade derivada do desconhecimento da legislação estrangeira nos tribunaes portuguezes.

Importa agora tratar da questão do imposto do registo.

O regulamento de 30 de julho de 1870, artigo 1.º, § 2, n.º 2.º, sujeita á contribuição de registo «os actos que importam transmissão de propriedade *movel, de qualquer especie ou natureza,* de valor excedente a 50$000 réis, comprehendendo dinheiro, titulos de divida publica, *acções e obrigações* de bancos, *companhias ou sociedades anonymas*». Exceptua, no artigo 2.º n.º 9.º, «a transmissão de propriedade ou capitaes existentes *em paiz estrangeiro*» ainda que seus donos residam em Portugal, mas não estende este favor aos valores ou capitaes existentes no reino e pertencentes a estrangeiros. A convenção de 9 de janeiro de 1873 tambem o não concede aos subditos austro-hungaros. Estatue, pelo contrario, no artigo 10.º, que os subditos das altas partes contratantes «não são obrigados a pagar outros direitos de successão ou mutuação, nem mais elevados que os exigidos aos nacionaes — *ne seront pas tenus à acquitter des droits* de succession ou mutation *autres* ni *plus élevés* que ceux qui seraient imposés, dans les cas semblables, aux nationaux eux-mê-

mes». D'onde se segue que os subditos austro-hungaros têem de pagar pela transmissão dos bens de que se trata o mesmo que pagariam se fossem subditos portuguezes.

Cumpre notar n'este logar que a palavra *mutuação* é traducção errada da palavra franceza *mutation*, que quer dizer *transmissão de propriedade*. Em portuguez *mutuação* é emprestimo, acção de mutuar ou emprestar.

No artigo 11.º n.º 4.º da mesma convenção está determinado que os valores e effeitos inventariados pelos consules, e o producto das vendas de moveis ordenadas no n.º 3.º, sejam depositados em logar seguro, de accordo com a auctoridade local, no caso de se apresentarem subditos do paiz ou de terceira potencia como interessados na herança «e quando se tratar de garantir os direitos de successão ou de *mutuação* que haja a pagar, segundo as leis do paiz, —et en tant qu'il s'agirait de garantir les droits de succession ou de mutation à payer suivant les lois du pays».

D'aqui resulta que, tanto pelas disposições do regulamento de 30 de junho de 1870, como pelas estipulações da convenção, os moveis e portanto as acções de companhias encontradas na herança de F. A. Driesel estão sujeitas ao pagamento do imposto de registo.

Não procede a objecção, apresentada pelo consul da Austria-Hungria, de que, segundo o artigo 11.º da convenção, «*toda* a herança movel, quando não esteja hypothecada a titulo de caução, deverá ser entregue á auctoridade consular, o que exclue a deducção de uma contribuição de registo». No mesmo logar do artigo e no seu paragrapho já citado se vê, em termos clarissimos, que essa entrega só se faz depois de pagos os direitos de successão ou transmissão *(mutation)*, e a somma necessaria para satisfazer as reclamações attendidas pelos tribunaes.

Não tem mais peso o argumento deduzido do artigo 10.º *in fine*, segundo o qual *parece* ao consul que não ha direito a exigir dos subditos austro-hungaros contribuição de registo por bens moveis, visto que estes estão sujeitos unicamente á legislação do paiz da naturalidade do defunto. Não vae tão longe a disposição do artigo, que diz respeito sómente ás «reclamações sobre successões e aos direitos de successão sobre moveis, que, segundo os principios de direito internacional privado, se regem pela lei ou estatuto pessoal. A lei *fiscal* tem outra natureza, entra na classe dos estatutos *reaes*. Vide Fœlix, *Traité de droit internacional privé*, nºs 285 e 288. D'este principio deduz o mesmo publicista a seguinte conclusão: «Les meubles corporels situés en pays étranger sont exempts du droit de mutation par décès; mais les effets mobiliers délaissés en France par un étranger sont assujettis aux droits». Em Portugal succede o mesmo, segundo fica demonstrado.

Não deixarei de notar, que por despacho de 3 de janeiro de 1881, foi deferido um requerimento em que Antonio Driesel, herdeiro de F. A. Driesel, representado por seu tutor, Francisco da Fonseca Benevides, pediu, pelo ministerio da fazenda isenção dos direitos de registo relativos a um titulo de cinco acções do banco de Portugal pertencentes á mesma herança, e que este estabelecimento recusava averbar sem previo pagamento do mesmo imposto. O despacho fundou-se na opinião da repartição, que unicamente foi ouvida, opinião aliás insustentavel em presença do

regulamento de 30 de junho de 1870, da convenção de 9 de janeiro de 1873 e dos principios mais sabidos de direito internacional privado.

Este despacho, de que parece não ter conhecimento o ministro de Austria-Hungria, não só porque o não cita, senão tambem porque suppõe que o banco de Portugal não exigíra para o averbamento das acções o pagamento do imposto, não póde, ainda mesmo na hypothese contraria, constituir obstaculo ao cumprimento da lei.

V. ex.ª comtudo resolverá o que for mais acertado.

Com este parecer se conformou unanimemente a conferencia dos fiscaes da corôa e fazenda, acrescentando o conselheiro procurador geral da corôa e fazenda que convirá, antes de resolver esta questão, mandar que os delegados do thesouro informem sobre o modo como têem sido executadas n'este ponto esta e as mais convenções consulares com relação ás heranças moveis dos estrangeiros fallecidos em Portugal.

Deus guarde, etc.

N.º 7

O SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL AO SR. BARÃO DUMREICHER

Lisboa, 13 de dezembro de 1882. — Ill.mo e ex.mo sr. — O governo de Sua Magestade tomou na devida consideração a nota que v. ex.ª me fez a honra de me dirigir com data de 30 de maio ultimo ácerca das difficuldades oppostas pela companhia das aguas de Lisboa á liquidação da successão do subdito austriaco F. A. Driesel.

Consultados os conselheiros fiscaes da corôa sobre o assumpto, opinaram elles unanimemente, e em conferencia, que o artigo 10.º da convenção consular vigente entre os dois paizes não fazia mais do que consagrar o principio de direito internacional privado, por virtude do qual as questões relativas ás successões dos bens moveis deixados pelos subditos de um paiz sobre o territorio de outro paiz onde residiam, devem ser decididas pelos tribunaes e segundo as leis do paiz da naturalidade dos fallecidos; que, consagrando na convenção este principio, as altas partes contratantes de certo não tiveram intenção de invalidar outro principio, igualmente estabelecido no direito publico europeu, segundo o qual o julgamento estrangeiro não póde ter execução em qualquer paiz por virtude da unica auctoridade do paiz que o proferiu; que se não contesta de modo nenhum a competencia dos tribunaes austriacos para decidirem as questões relativas á successão Driesel; mas que as disposições do codigo de processo civil são effectivamente applicaveis á hypothese sujeita; e que, finalmente, as providencias dos artigos 1088.º do citado codigo e 2406.º do codigo civil removem todas as difficuldades que porventura podessem provir de não conhecerem os tribunaes portuguezes a legislação estrangeira. Alem d'isso o n.º 6.º do artigo 11.º expressamente reserva para as competentes auctoridades locaes a decisão das contestações relativas ás reclamações dos nacionaes ou dos subditos de um terceiro paiz contra a herança, e parece que ha reclamação contra o endosso ou transferencia das acções da companhia pertencentes á herança Driesel.

N'estas circumstancias, parece-me que aos interessados só resta satisfazer os preceitos das leis vigentes, conforme pretende a companhia das aguas de Lisboa.

Aproveito, etc.

N.º 8

O SR. BARÃO DE DUMREICHER AO SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL

Lisbonne, le 20 décembre 1882. — Monsieur le ministre. — J'ai reçu la note que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser sous la date du 13 courant, relativement à la liquidation de la succession mobilière du sujet austro-hongrois F. A. Driesel, décédé à Lisbonne il y a huit ans; et je crois devoir appeler l'attention de V. E. sur ce qui suit:

Dans cette note est invoqué le principe que les sentences rendues par des tribunaux étrangers ne peuvent être exécutées en vertu de l'autorité seule du pays où elles ont été rendues, mais qu'il faut le concours de l'autorité du pays où elles doivent être exécutées.

Ce principe ne saurait être appliqué dans le cas où par des traités, ou des conventions tenant lieu de traités, la pleine compétence des tribunaux étrangers, dans une matière spéciale, a été complètement reconnue.

De semblables stipulations paraisseant même être faites en vue de pouvoir se passer d'une autorisation ultérieure.

A l'appui de cette opinion je n'ai qu'à citer l'article 1087 du codigo do processo civil. Il y est dit:

«As sentenças proferidas por tribunaes estrangeiros, a que se refere o artigo 31.º do codigo civil não serão exequiveis no reino sem estarem revistas e confirmadas por alguma das relações com audiencia das partes interessadas e do ministerio publico, *salvo quando outra cousa estiver estipulada em tratados.*»

C'est pour cela qu'en vertu de l'article 10º de la convention consulaire du 9 janvier 1873, après que fut décédé à Lisbonne, le 14 avril 1878, le sujet austro-hongrois François Kreibig, la sentence rendue par le tribunal compétent autrichien relativement au partage de sa succession mobilière a été exécutée en Portugal sans la confirmation d'une autorité portugaise.

Il en a été de même des sentences et des décisions des autorités françaises concernant les successions mobilières de français décédés en Portugal, la convention consulaire existante entre le Portugal et la France étant analogue à la convention de 9 janvier 1873.

Je puis certifier à V. E. qu'en Autriche-Hongrie les sentences rendues par des tribunaux portugais à l'égard des successions mobilières de portugais décédés en Autriche-Hongrie pourront être mises à exécution sans l'autorisation d'un tribunal austro-hongrois.

Quant à la disposition de l'article 11 de la dite convention, invoquée dans la note de V. E., elle ne saurait être appliquée au cas présent, cet article ayant pour

objet le cas où les autorités consulaires elles-mêmes ont procédé à la liquidation de la succession mobilière d'un de leurs nationaux, et il est dit expressément dans l'avant-dernier alinéa de l'article 11 que la décision à l'égard des réclamations faites dans ce cas-là «appartiendra aux tribunaux du pays *en tant qu'elles ne reposent pas sur le titre d'hérédité ou de legs*».

Cette réserve confirme le principe établi dans le dernier alinéa de l'article 10, d'après lequel les réclamations relatives aux successions mobilières doivent être jugées par les tribunaux ou autorités compétentes de l'état auquel appartenait le défunt.

La note de V. E. ne faisant pas mention de la taxe *do registo*, je dois, en me référant à la note que j'ai eu l'honneur de lui adresser en date du 9 janvier dernier, rappeler à V. E. que la compagnie des eaux de Lisbonne exige aussi que les héritiers Driesel prouvent avoir payé cette taxe, bien qu'ils aient déjà payé les droits de succession en Autriche-Hongrie. Je n'ai pas besoin de dire à V. E. qu'il serait contraire aux principes de justice et d'équité et aux intentions des hautes parties contractantes de leur faire ainsi payer deux fois les droits de succession. C'est pour cela que la banque de Portugal n'a pas exigé des héritiers Driesel la preuve du payement de la taxe *do registo*.

Dans des cas analogues les héritiers de français décédés en Portugal ont été dispensés de payer cette taxe en vertu de la convention consulaire existante entre le Portugal et la France.

Veuillez agréer, etc.

N.° 9

O SR. BARÃO DE DUMREICHER AO SR. ANTONIO DE SERPA PIMENTEL

Lisbonne, 17 février 1883. — Monsieur le ministre. — En me référant à la note que j'ai eu l'honneur d'adresser à V. E. en date du 19 décembre dernier relativement au refus de la compagnie des eaux de Lisbonne de procéder à la transcription des actions de cette compagnie faisant partie de la succession du sujet autrichien F. A. Driesel au nom des héritiers, conformément à la décision du tribunal de Böhmisch-Leipa, je crois devoir appeler l'attention de V. E. sur une circonstance qui me paraît importante.

Une des raisons par lesquelles la dite compagnie a motivé ce refus est que l'un des héritiers lui avait adressé une réclamation contre ce partage, et qu'il pourrait lui intenter un procès, si elle ne tenait pas compte de cette reclamation. Or la banque de Portugal a effectué la remise des actions de cette banque aux héritiers Driesel, conformément à la décision du tribunal compétent de Böhmisch Leipa, et cet héritier n'a pas osé intenter un procès à la banque de Portugal, attendu que d'après l'article 10 de la convention consulaire de 1873, il n'aurait pu saisir de cette réclamation que le tribunal de Böhmisch Leipa, qui seul était compétent de décider du partage de la succession F. A. Driesel.

Aucun préjudice ne pouvant résulter de la susdite réclamation pour la compa-

gnie des eaux de Lisbonne, je crois pouvoir espérer que les héritiers Driesel pourront enfin entrer en possession des actions de cette compagnie, conformément à la décision du tribunal de Böhmisch Leipa.

Veuillez agréer, etc.

N.° 10

O SR. A. DE WEBENAU, ENVIADO EXTRAORDINARIO E MINISTRO PLENIPOTENCIARIO DE AUSTRIA-HUNGRIA, AO SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES, MINISTRO DOS NEGOCIOS ESTRANGEIROS

Lisbonne, 18 janvier 1888. — Monsieur le ministre. — J'ai l'honneur de remettre ci-joint à V. E. un exposé (documento A) de M. le consul général impérial et royal à Lisbonne, relatif à la succession de deux sujets austro-hongrois domiciliés à Lisbonne, M. Joseph Mahlknecht, décédé le 9 février 1882, et M. Jacob Aldosser, décédé le 5 mai 1885.

En conformité des dispositions de la convention consulaire conclue entre les gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Portugal, le 9 janvier 1873, ratifiée par Sa Majesté le Roi, le 9 juin 1874, actuellement en vigueur, l'inventaire règlementaire de ces successions a été fait par le consulat général d'Autriche-Hongrie et leur règlement remis au tribunal autrichien compétent de Castelruth en Tyrol, lieu de naissance des décédés. Ce tribunal, en donnant lieu aux dispositions testamentaires des décédés, a institué héritières les veuves des défunts et a perçu les droits d'héritage. Il a en même temps chargé M. le consul général d'endosser les obligations portugaises et les actions de la compagnie des eaux de Lisbonne qui formaient la plus grande partie des deux successions et se trouvaient en dépôt au consulat général.

M. le consul général, en endossant ces titres, a agi en mandataire du tribunal compétent en Autriche. Malgré cela, la *Junta do credito publico,* invitée par l'exécuteur du testament à endosser également les dites obligations, se déclara incompétente et le renvoya au tribunal *da Relação*, qui aurait à réviser les questions relatives à l'héritage. La décision de ce tribunal fut communiquée après un an à la *Junta do credito publico,* qui informa la partie qu'elle avait à payer préalablement les droits d'héritage à l'administration du troisième district de la ville, sans quoi l'endossement des obligations ne pourrait avoir lieu.

L'exécuteur du testament ayant réclamé auprès de la dite *Junta* contre cette décison arbitraire et contraire aux dispositions de la convention consulaire, l'employé lui répondit, en termes désobligeants pour le consul général impérial et royal, qu'il n'avait pas à se soucier ni de la convention consulaire, ni du fait que le droit d'héritage avait été payé en Autriche, et formula les demandes suivantes:

1° La preuve que les droits d'héritage avaient été payés en Portugal;

2° L'accomplissement de l'article 1087 du code de procédure civile et la révision de l'héritage par le tribunal portugais.

Je ne doute pas que V. E. conviendra que les prétentions de cette autorité sont

en contradiction directe avec la convention consulaire, et qu'elle voudra bien donner les ordres nécessaires pour que les dispositions de cette convention soient respectées sans retard.

Je me permets d'ajouter que l'administrateur du troisième *bairro* a en outre abusé de sa compétence, en mettant en demeure l'exécuteur testamentaire de payer les droits d'héritage dans le terme de huit jours, faute de quoi la question serait référée aux tribunaux.

Veuillez agréer, etc.

A

Successões de subditos austro-hungaros

As duvidas apresentadas pela junta do credito publico e pela direcção da companhia das aguas para o averbamento dos respectivos titulos são duas:

1.ª Por não constar dos endossos o pagamento da contribuição de registo;

2.ª E, sobretudo, por causa do disposto no artigo 1087.º do codigo do processo civil, exige-se a revisão da partilha por tribunaes portuguezes.

Emquanto ao primeiro ponto, o tratado dispõe, na conclusão do artigo 11.º, que «toda a herança movel, quando não esteja hypothecada a titulo de caução, deverá ser entregue á auctoridade consular», o que exclue a deducção de uma contribuição de registo.

Effectivamente, se os bens moveis estão sujeitos unicamente á legislação do paiz da naturalidade do fallecido, parece que não ha o direito de se lhe exigir a contribuição de registo. Nem podia estar na mente dos estadistas, que concluiram o tratado, fazer uma convenção onerosa para os subditos do paiz que representam.

Todos os governos têem interesse que os seus subditos, residentes em paiz estrangeiro, conservem a sua nacionalidade, mórmente quando estes subditos são abastados; porém sujeitar os seus bens a uma dupla contribuição de registo, 1.º, no paiz da sua residencia, 2.º, no paiz da sua naturalidade, seria incital-os, e incitar justamente os mais abastados, a renunciarem a sua naturalidade.

Emquanto ao segundo ponto, a revisão da partilha por tribunaes portuguezes, a exigencia apresenta-se-nos em contradicção manifesta com o tratado.

O artigo 10.º do tratado dispõe que a successão será regulada:

1.º A respeito dos bens immoveis, pelas leis do paiz em que estiverem situados;

2.º A respeito dos bens moveis pelos tribunaes do paiz, ao qual pertencia o defunto e *em conformidade das leis d'este estado.*

A revisão n'este caso acha-se excluida *ipso jure.* A successão deve ser regulada *em conformidade das leis do estado da naturalidade do fallecido,* e os tribunaes portuguezes não são competentes para julgar se foram bem applicadas as leis de um outro estado, e nenhum governo, que se respeite, podia sujeitar as decisões dos seus tribunaes á revisão pelos tribunaes de um outro paiz

Os juizes de Portugal não conhecem as leis da Austria-Hungria, e não podem ajuizar se a partilha é ou não conforme com aquellas leis; tão pouco os tribunaes

austro-hungaros podiam ajuizar de uma partilha feita pelos tribunaes portuguezes. A junta ou as companhias não podem portanto exigir a revisão da partilha pelos tribunaes do paiz; o artigo 10.º do tratádo consular é posterior ao artigo 1087.º do codigo de processo civil, e portanto este artigo é derogado pelo tratado e não póde ser invocado. Os tratados não mencionam o que *ipso jure* se segue do seu conteúdo.

Tambem o tratado não exclue a revisão da partilha dos bens immoveis pelos tribunaes do paiz da naturalidade do defunto, e ninguem pensou, e com rasão, em exigir essa revisão.

Parece haver algum equivoco a respeito da intervenção do consul na partilha.

O consul não faz partilhas, nem dá sentenças. A partilha foi feita por sentença do juiz do inventario na Austria-Hungria, que delegou no consul os seus poderes, para fazer o averbamento em conformidade com a partilha. Ponham em logar da assignatura do consul a assignatura do juiz de Austria-Hungria: este é o verdadeiro ponto de vista.

Parece que a junta do credito publico e as companhias não podem ser chamadas a conhecer dos poderes que o consul de Austria-Hungria tem. O consul procede com a auctorisação do seu governo; e, se algum membro da junta ou director de companhia duvidasse da sua assignatura, o maximo que se lhe podia conceder era informar-se na embaixada a respeito da validade da assignatura.

Portanto o endosso feito pelo consul é em tudo equivalente a um endosso feito em Portugal pelo juiz do inventario.

Para maior clareza adduzimos ainda que a junta do credito publico e as companhias portuguezas não podem, nem devem, pedir mais do que os tratados concedem. No caso presente a lei é a convenção consular, approvada pelas camaras e ratificada por Sua Magestade El-Rei.

Em conclusão, o tratado dá grandes privilegios a qualquer das partes contratantes, e foi feito para promover os interesses dos subditos respectivos das duas nações.

Se, em logar de facilitar a sua execução, se trata de a embaraçar, então o tratado seria um mal e não um bem para os interessados.

Consulado geral imperial e real de Austria-Hungria em Lisboa, aos 17 de janeiro de 1888. = O consul geral, *J. Wimmer*.

N.º 11

O SR. HENRIQUE DE BARROS GOMES AO SR. A. WEBENAU

Lisboa, 25 de janeiro de 1888. — Ill.mo e ex.mo sr. — Tenho presente a nota de 18 do corrente, em que v. ex.ª me fez a honra de chamar a minha attenção para o facto de a junta do credito publico e a companhia das aguas de Lisboa se recusarem a averbar a favor dos herdeiros dos subditos austro-hungaros José Wahlknecht

e Jacob Aldosser as inscripções e acções que estes deixaram, emquanto as respectivas sentenças de partilha, proferidas por tribunaes de Austria-Hungria, se não mostarem revistas e confirmadas pelo tribunal da relação d'esta cidade, e pagos ao thesouro portuguez os direitos de transmissão que forem devidos.

Parece a v. ex.ª excessiva similhante exigencia, tendo por sufficiente, para o fim de que se trata, o endosso lançado pelo consul austro-hungaro nos mencionados titulos, e reputando indevido o pagamento dos referidos direitos fiscaes, em presença das disposições da convenção consular de 9 de janeiro de 1873, e das considerações feitas pelo mesmo consul no documento junto á nota de v. ex.ª

Em resposta, cumpre-me ponderar a v. ex.ª que o codigo de processo civil, approvado por lei de 8 de novembro de 1876, expressamente prohibe, nos artigos 805.º, 1087.º e 1090.º, que as sentenças, proferidas pelos tribunaes estrangeiros, se executem no reino sem estarem revistas e confirmadas por um tribunal de segunda instancia.

O cumprimento d'este preceito legal não importa, como por equivoco suppõe o sr. Wimmer, a exclusão da competencia do tribunal estrangeiro para proferir a decisão que se pretende executar; pelo contrario a relação, que confirma uma sentença de tribunal estrangeiro, solemnemente reconhece a competencia d'este. E as formalidades de processo determinadas nos artigos 1088.º a 1091.º do citado codigo, bem como a disposição do artigo 2406.º do codigo civil, removem toda e qualquer duvida proveniente do desconhecimento da legislação estrangeira pelos juizes portuguezes.

Não havendo na convenção consular entre Portugal e a Austria-Hungria, como não ha em tratado algum celebrado entre este reino e outra nação, artigo em que se estipule a derogação d'esta regra, já recebida em a nossa antiga lei de processo, e conforme aos principios de direito internacional, não posso deixar de ter como legitima e indispensavel a revisão e confirmação das sentenças de partilha a que v. ex.ª se refere, para o fim de serem devidamente averbados os titulos de credito portuguezes que fazem parte dos respectivos espolios.

Não é menos incontroverso que a transmissão dos referidos papeis de credito está sujeita ao pagamento da contribuição de registo, attento o disposto no regulamento approvado por decreto de 30 de junho de 1870, em cujo artigo 1.º § 2.º se lê o seguinte:

«São igualmente sujeitos á contribuição de registo:

. . . . . .

«2.º Os actos que importam transmissão por titulo gratuito de propriedade movel ou semovente de qualquer especie e natureza, de valor excedente a 50$000 réis, comprehendendo dinheiro, titulos de divida publica, acções e obrigações de bancos, companhias ou sociedades anonymas, e bem assim os direitos e acções, quando se verificar a transmissão.»

No artigo 3.º acrescenta-se:

«São sujeitos á contribuição de registo todos os actos que operam transmissão de propriedade situada ou existente em territorio portuguez, tanto do continente

como do ultramar, ou a transmissão se verifique entre subditos portuguezes, ou entre subditos estrangeiros, ou entre estrangeiros e portuguezes.»

Ora, tendo sido instituidas herdeiras d'aquelles subditos austro-hungaros as suas viuvas, como v. ex.ª me informa, é de 2 por cento a contribuição devida, conforme prescreve o artigo 4.º

E que tanto a junta do credito publico como a companhia das aguas deviam exigir para o averbamento requerido o previo pagamento, ou deposito dos direitos de transmissão, demonstra-o o artigo 122.º do mesmo regulamento:

«Nenhuma auctoridade, repartição, corporação, banco, companhia ou sociedade, de qualquer natureza ou denominação, mandará entregar dinheiro que esteja em deposito, averbar titulos, acções, obrigações, ou pagar letras de que se deva contribuição de registo, sem que ella se tenha pago previamente, ou sem que fique em deposito a importancia da mesma contribuição expressamente separada, para que o seu pagamento seja feito á ordem do ministerio da fazenda, ou dos seus delegados.»

Nem a convenção consular invocada por fórma alguma dispensa a observancia d'estas disposições fiscaes; sendo que até no artigo 10.º muito claramente se estabelece que os subditos de qualquer das altas partes contratantes possam receber, como os nacionaes, os bens situados no territorio da outra, que lhes forem deixados a titulo de doação ou legado, ou ainda por successão *ab intestato;* e que os ditos herdeiros não sejam obrigados a pagar direitos de transmissão *(mutation)* differentes, nem mais elevados que os impostos, em casos similhantes, aos proprios nacionaes. E no artigo 11.º n.º 4 regula-se que os depositos dos effeitos e valores, inventariados pelos consules, se effectuem de accordo com a auctoridade local, quando se trate de garantir os direitos de transmissão que cumprir pagar, segundo as leis do paiz.

Assim a convenção se conformou com a doutrina do direito das gentes, que considera a lei fiscal incluida na classe dos estatutos reaes.

As rasões expostas, espero, levarão ao animo de v ex.ª a convicção de que as corporações, cujo procedimento n'este assumpto se lhe afigura menos regular, não exorbitaram, antes se adstringiram ás disposições legaes, que perfeitamente se harmonisam com o que foi estipulado no convenio consular entre os dois paizes.

Esta tem sido a verdadeira interpretação e pratica normal das convenções consulares, no tocante aos dois pontos em questão, como consta da correspondencia trocada entre este ministerio e a legação de Sua Magestade Imperial e Real em 1882, a proposito da herança de F. A. Driesel.

Aproveito, etc.